Vol. 4, N°15, pp. 456– 468, DECEMBRE 2025
Copy©right 2024 / licensed under CC BY 4.0
Author(s) retain the copyright of this article
ISSN : 1987-1465
DOI : https://doi.org/10.62197/WPLE7349
Indexation : Copernicus, CrossRef, Mir@bel, Sudoc, ASCI, Zenodo
Email : RevueKurukanFuga2021@gmail.com
Site : https://revue-kurukanfuga.net

La Revue Africaine des Lettres, des Sciences Humaines et Sociales ***KURUKAN FUGA***

DISCOURS ET CONTRE-DISCOURS : LA GUERRE INFORMATIONNELLE ENTRE LES AUTORITÉS DE LA TRANSITION ET LE FRONT DE LIBÉRATION DE L'AZAWAD

Abdoulaye Mohamed HAIDARA
Université Yambo Ouologuem de Bamako / Université de Toulon
profhaido@gmail.com

Résumé: Cette étude analyse la guerre informationnelle opposant les autorités militaires maliennes au Front de Libération de l'Azawad (FLA) à travers leurs contre-discours. Elle interroge la manière dont le FLA construit, légitime et conteste les récits liés à la reprise des combats pour l'occupation des anciennes emprises de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali à partir de juin 2023, dynamique ayant conduit à la fin de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger de 2015, annoncée par le Gouvernement de la Transition le 25 janvier 2024. L'objectif principal est d'analyser les dispositifs et les stratégies discursives mobilisés par le FLA pour construire et médiatiser ses contre-discours. Le cadre théorique s'appuie sur les travaux sur la communication de guerre, le contre-discours et la praxématique dans les conflits armés. L'étude repose sur l'analyse qualitative d'un corpus de tweets multimodaux produits par le FLA en période d'événements discursifs intenses. Les résultats montrent que les réseaux sociaux constituent un espace central de visibilité et de contournement des filtres médiatiques, où le FLA redéfinit son identité et délégitime les autorités de la Transition.
Mots-clés: conflit, contre-discours, médias sociaux numériques, Mali, X.

****

Abstract: This study analyzes the information war opposing the Malian military authorities and the Front de Libération de l'Azawad (FLA) through their counter-discourses. It examines how the FLA constructs, legitimizes, and contests narratives related to the resumption of fighting over the occupation of the former sites of the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in Mali starting in June 2023, a dynamic that led to the termination of the Agreement for Peace and Reconciliation resulting from the 2015 Algiers Process, announced by the Transitional Government on January 25, 2024. The main objective is to analyze the discursive devices and strategies mobilized by the FLA to construct and mediate its counter-discourses. The theoretical framework draws on scholarship on war communication, counter-discourse, and praxematics in armed conflicts. The study is based on the qualitative analysis of a corpus of multimodal tweets produced by the FLA during periods of intense discursive events. The findings show that social media constitute a central space of visibility and of bypassing media filters, where the FLA redefines its identity and delegitimizes the authorities of the Transition.
Key words: digital social media, conflict, counter-discourse, Mali, X.

INTRODUCTION

L'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, signé en 2015, avait instauré une accalmie relative de huit ans, au cours desquels les affrontements étaient officiellement suspendus. Cependant, une série d'événements y a mis fin. Le 9 novembre 2022, le président de la République française a annoncé la fin officielle de l'opération militaire Barkhane. Ensuite, en juin 2023, le gouvernement de Transition a exigé le retrait immédiat de la Minusma[1]. L'occupation des emprises libérées par la mission a déclenché de nouveaux affrontements avec le Front de Libération de l'Azawad (FLA), et la reprise de Kidal par l'armée en novembre 2023 a constitué un tournant décisif. Enfin, le 25 janvier 2024, le gouvernement a annoncé la fin de l'Accord d'Alger[2], dont les prémices se trouvaient déjà dans le discours du président de la Transition, le colonel Assimi Goïta[3], annonçant un « dialogue inter-maliens » le 31 décembre 2023.

Les travaux de Serrano (2018, 2020) montrent que tout affrontement armé s'accompagne de productions discursives visant à **légitimer l'action militaire** et à **délégitimer l'adversaire**. La communication de guerre devient un dispositif stratégique essentiel, permettant de construire un récit qui justifie la violence exercée et oriente la perception publique du conflit. Les mouvements armés séparatistes maliens, pleinement conscients de ces mécanismes, mobilisent également les **« *opérations de communication de guerre* »** (Charon et Mercier, 2004 ; Géré, 1997 ; Maltby, 2007). Ainsi, conformément à Bar-Tal et Hammack (2012), leurs discours contribuent à présenter **l'ennemi comme justifiant la violence reçue**, et à construire une représentation favorable de leur propre combat. Etant exclus à la fois des médias d'État, des médias privés, et les médias internationaux auxquels ils ont accès suspendus,[4] les leaders du FLA ont développé des formes alternatives de communication pour proposer un contre-discours. Le contre-discours est assimilée à un « *combat en quelque sorte pied à pied ou corps à corps, qui est exemplifié par l'usage de contre-arguments*. » (Baider, Constantinou, 2019 : 8) Il est destiné à répondre sans détours à un discours jugé diffamatoire ou stigmatisant. Cette étude envisage le contre-discours « *conçu comme un discours de combat contre ce qui a été dit ailleurs*. » Renaut **et** Ascone, 2019 : 3)

---

[1] Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali, opération de maintien de la paix qui était engagée au Mali d'avril 2013 à juin 2023.

[2] Communiqué numéro 065 du Gouvernement de la Transition du 25 janvier 2024

[3]Sur décision du Conseil des ministres du 16 octobre 2024, Assimi est promu général d'armée à cinq étoiles, devenant ainsi le plus haut gradé du Mali. Lui et ses quatre collègues, tous auteurs des deux coups d'État, sont élevés au rang de généraux.

[4] En avril 2022, après une suspension depuis mars, la HAC (Haute Autorité de la Communication) suspend définitivement France 24 et de RFI de la société nationale France Médias Monde pour, entre autres, « fausses allégations », « manquements à l'éthique et à la déontologie après la publication d'informations selon lesquelles les FAMa seraient coupables d'exactions contre des civils et que des mercenaires de Wagner seraient présents au Mali. En septembre 2024, TV5 Monde Afrique a été suspendue pour 3 mois par la HAC pour avoir, entre autres, « manqué d'équilibre » avant d'être retiré définitivement suspendu le 13 mai 2025. En février 2024, France 2 avait été suspendue pour 4 mois pour, entre autres, « apologie du terrorisme » et « manquements graves à la déontologie journalistique » et en août, LCI aussi avaient été suspendues pendant 2 mois pour « des fausses accusations ». Enfin, le 14 novembre 2025, LCI et TF1 ont été suspendus par la HAC « jusqu'à nouvel ordre » pour « graves manquements à l'éthique et à la déontologie », concernant l'émission *Grand dossier* de LCI diffusée le 9 novembre 2025, puis reprise par TF1 sur sa plateforme web sous les titres : « Mali, les Djihadistes aux portes de Bamako » et « Mali, le nouveau fief d'Al-Qaida ».

Dans le contexte malien, la question de la nomination et de la dénomination est centrale dans la construction du contre-discours. Comme le souligne Siblot (1997 : 55) : « *Nommer ce n'est pas seulement se situer à l'égard de l'objet, c'est aussi prendre position à l'égard d'autres dénominations du même objet, à travers lesquelles des locuteurs prennent également position.* » Cette perspective permet d'analyser comment les contre-discours des mouvements armés séparatistes se désignent eux-mêmes, désignent le Gouvernement de Transition, ainsi que les événements liés à la fin de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger de 2015.

Avec l'essor des usages numériques, les réseaux sociaux deviennent un terrain stratégique. En janvier 2025, le Mali comptait 8.72 millions d'utilisateurs d'internet, 2,20 millions d'utilisateurs actifs des réseaux sociaux, ce qui représente 8,9 % de la population totale. (Kemp, 2025) Par ailleurs, plus de 60 % des Maliens déclarent s'informer en priorité via les réseaux sociaux. (Diallo A. , 2025) Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre comment les médias sociaux numériques offrent aux mouvements armés séparatistes, en quête de légitimation, non seulement des dispositifs permettant de dépasser les "constats d'invisibilité", y compris en l'absence de présence physique, mais aussi des opportunités de contourner "les filtres journalistiques et médiatiques." (Serrano, 2018)

L'hypothèse est que Les mouvements armés séparatistes utilisent les médias sociaux numériques comme un outil stratégique pour construire et médiatiser leurs contre-discours. Pour ce faire, l'étude s'articule en trois parties : origines et composition du FLA, affrontements et guerre informationnelle et constitution du corpus et son analyse.

1. Origines et composition du FLA

Pour des raisons pragmatiques, nous nous limitons aux mouvements armés constituant exclusivement l'actuel FLA, excluant tous les autres. Des transfuges existent toutefois entre le FLA et d'autres groupes selon les intérêts et les dynamiques ethno-tribales. L'annonce de la création du FLA a été faite à Tinzaouatène, le 30 novembre 2024, suite à la dissolution du Cadre stratégique permanent pour la défense du peuple de l'Azawad (CSP-DPA). Ce dernier, créé le 2 mai 2024, avait organisé une rencontre du 26 au 30 novembre 2024 afin de céder la place au FLA. Le FLA se compose des groupes armés séparatistes dissous suivants : le Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad (HCUA), le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA), ainsi que de certains transfuges du Mouvement Arabe de l'Azawad (MAA) et du Groupe d'Autodéfense Touareg Imghad et Alliés (GATIA). Les contre-discours analysés concerneront donc uniquement ceux des leaders du FLA.

2. Les affrontements pour les emprises de la Minusma et la guerre informationnelle

C'est en août 2023 que les affrontements ont repris entre les FAMa et une partie CSP-DPA. Les désaccords relatifs à la récupération des ex-bases de la "*Minusma au nord du pays par les autorités maliennes, a été le détonateur de nouveaux affrontements*". (International Crisis Group, 2024) En théorie, la Minusma devait rétrocéder l'ensemble de ses emprises à l'État malien, celui-ci ayant autorisé dès 2013 son déploiement, avant même la signature du cessez-le-feu et de l'Accord de paix. Dans leur communiqué du 11 août 2023 relatif à la rétrocession de l'emprise de Ber aux FAMa, ces derniers affirment avoir « *riposté vigoureusement (…) à une tentative d'incursion dans leur dispositif et à des tirs de harcèlement (…) Les terroristes dans leur débandade* ». Toutefois, ce communiqué ne fait aucune mention des affrontements

avec la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA). Or, après avoir subi des attaques du JNIM[5], plusieurs sources indiquent que les FAMa ont également affronté la CMA. Dans les faits, cet épisode constitue le premier affrontement direct et marque un coup majeur porté à l'Accord, bien que les deux parties aient officiellement choisi de ne ni se désigner explicitement ni annoncer leur retrait formel du processus de paix.[6] À cela s'ajoute la nomination de Choguel Kokalla Maïga au poste de chef du gouvernement issu du coup d'État de mai 2021, dont la critique ouverte de l'Accord était largement connue, renforçant les tensions et annonçant la remise en cause progressive de l'Accord[7].

Déjà fragilisé par les affrontements pour les ex-emprises de la MINUSMA, puis par ceux survenus lors de la reprise de Kidal en novembre 2023, l'Accord était officieusement caduc. Dans son discours à la Nation du 31 décembre 2023 sur l'ORTM[8], le Président de la Transition a "*pris l'option de privilégier l'appropriation du processus de paix en donnant toutes les chances à un dialogue direct inter-malien pour la paix et la réconciliation afin d'éliminer les racines des conflits communautaire et intercommunautaire*". Cette annonce préfigurait une décision formelle, matérialisée par le Communiqué numéro 65 du 25 janvier 2024 du Gouvernement, qui "*constate l'inapplicabilité absolue de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, signé en 2015 et par conséquent, annonce sa fin, avec effet immédiat*."

Depuis la reprise des affrontements, le FLA a vu la plupart de ses cadres qui occupaient des postes au CNT et au gouvernement faire défection. Une exception notable est l'ancien porte-parole de la CMA, qui a successivement occupé les fonctions de ministre de la Jeunesse et des Sports, puis de ministre des Maliens établis à l'extérieur et de l'Intégration africaine.

Dans cette guerre informationnelle, le FLA cherche avant tout à imposer un narratif capable d'influencer les perceptions. Comme le souligne Devigne :

> (...) (G)agner la guerre des narratifs est un défi à la fois permanent et consubstantiel (...) Son but est de rallier un narratif qui saura toucher l'imaginaire de l'auditoire, et donc sa perception du monde. Dès lors, la lutte informationnelle n'est pas une lutte de messages mais bien de sens, dans un monde où l'émotion génère des opinions qui prennent le plus souvent le pas sur la raison et la vérité. (Devigne, 2015 : 72)

3. Objet d'étude et constitution du corpus

L'objet étudié est le tweet qualifié de multimodal, entendu comme tout tweet :

[5] Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin, branche officielle d'al-Qaida au Mali.

[6] Les articles publiés par RFI le 14 août 2023, intitulés « Mali: la Minusma quitte le camp de Ber sur fond d'attaques jihadistes et de tensions avec les ex-rebelles » et « Mali: les ex-rebelles entendent "déloger" l'armée malienne de Ber », rapportent la déclaration d'une source issue des ex-rebelles, selon laquelle : « Il y a les attaques du Jnim et il y a les affrontements avec la CMA. Ce sont deux choses différentes».

[7] Premier ministre (6 juin 2021 – 20 novembre 2024), s'est illustré par son opposition à la mise en œuvre de l'Accord d'Alger de 2015, qu'il critique dans son ouvrage *Les rébellions au Nord du Mali : des origines à nos jours*, publié en 2018. Lors de la présentation de son Plan d'action gouvernementale devant le Conseil national de transition, en août 2021, il appelait à une « relecture intelligente » de cet Accord.

[8] Office de Radiodiffusion Télévision du Mali, chaine publique. Pendant tous les coups d'état militaires que le Mali a connus, les locaux de l'ORTM ont toujours été immédiatement pris d'assaut afin de produire et contrôler l'information : cela montre à suffisance son importance.

« caractérisé par la mobilisation de contenus relevant d'une matérialité sémiotique de nature différente (discours textuel accompagné d'une image et donc, par extension, d'un contenu audiovisuel). Ces images peuvent prendre des formes diverses: "iconotextes", films, caricatures, infographies etc. » (Simon et Toullec, 2018:133)

Le corpus est constitué de **240 tweets,** obtenus par la sélection **de 30 tweets pour chacun des 8 comptes X analysés.** Cette distribution homogène permet d'assurer une représentativité équilibrée des différentes voix et stratégies communicationnelles au sein du mouvement séparatiste. Les comptes retenus, affiliés aux mouvements armés séparatistes et créés à des périodes distinctes, témoignent de l'évolution de leur présence communicationnelle au fil de trois **événements discursifs majeurs** (Calabrese, 2018) : la reprise des combats autour des emprises de la Minusma en 2023 ; la bataille de Tinzaouaten en 2024 et l'annonce de la caducité de l'Accord de Paix et du Dialogue inter-malien en 2025. Le compte d'Attaye Ag Mohamed, @attaye_ag, membre influent et principal communicateur du FLA (Front de Libération de l'Azawad), a été créé en 2010 et compte 30.000 abonnés, soit peu avant le déclenchement de la rébellion de 2012. Celui de Fahad Ag Mohamed, leader historique rebelle transfuge du FLA@Idarfa, créé en 2011, compte 24.500 abonnés, juste avant la grande rébellion de 2012. La page de Walid le Berbère, @walid_leberbere, créée en 2012, compte 20.400 abonnés. Le compte de Mohamed Elmaouloud Ramadane, porte-parole du FLA, @MohmedRAMADANE, ouvert en 2013 en pleine crise sécuritaire, compte 3.886 abonnés. Celui de Inkinane, @Inkinane1, commandant du FLA, créé en 2019, compte 24.100 abonnés. Le compte du CICAMA-Azawad (Cellule d'information et de communication des affaires militaires de l'Azawad), @cicamazawad, a été créé en 2023 et compte 3.527 abonnés, lors de la reprise des combats avec l'armée malienne. La page "Agence de Presse et Médias de l'Azawad", @apmazawad, a été lancée en 2024 et compte 426 abonnés. Enfin, le compte institutionnel "Front de Libération de l'Azawad (FLA)", @FLAZAWAD, créé en 2025, compte 3.047 abonnés. Le choix de ces comptes permet de saisir la diversité interne du contre-discours : comptes institutionnels, figures influentes du mouvement, communicateurs militaires et agence de presse. Leur analyse croisée offre ainsi une vision complète des stratégies discursives et multimodales déployées dans la construction des contre-discours.

4. Bilan provisoire

Dans cette guerre de communication, les membres du FLA « *cherchent d'abord à déconstruire l'image de soi proposée par leurs adversaires, avant de déployer leur propre image, une image de soi positive qu'ils souhaitent voir partagée par l'ensemble du corps social, à tout le moins par ceux qui partagent leurs positions.* » (Fekir et Rabatel, 2021 : 1) *Parmi les profiles étudiés, les leaders du FLA utilisent leurs vraies identités civiles sauf* @ walid_leberbere dont l'usage du pseudonyme sert à à une révendication identitaire "berbère" et laisse à penser lui permet de remplir *« une fonction de protection. »* (Perea, 2014)

4.1.L'identité numérique des profils sélectionnés

L'identité numérique correspond à l'ensemble des informations personnelles que les comptes étudiés ont "*volontairement déposé sur le Web*". L'analyse s'intéresse uniquement aux "*traces déclaratives*" relevant "*d'une production sémiotique (discursive ou iconique) volontaire et revendiquée comme telle*." (Marcoccia, 2016 : 146) Il s'agit notamment des données de géolocalisation, des profils, de la biographie, des langues utilisées, des photos, des pseudonymes, de la profession. **«** *La construction de l'identité se fait dans l'altérité. On se*

définit soi-même en opposition à un autre, celui que l'on n'est pas (Moirand, 2012 ; Samouth et Serrano, 2015). » (Serrano, 2018 : 38)

Le compte @FLAZAWAD. L'image d'en-tête présente une mise en scène très codifiée, structurée autour d'éléments principaux : l'emblème du FLA et son drapeau. L'emblème est centré sur la partie Nord et centre du Mali, coupée du reste de la carte officielle. Il comporte deux "takouba" (épées) touareg croisées, armes à forte symbolique identitaire. La devise « unité, justice et liberté », ainsi que le nom du FLA, sont écrits en trois langues : le français, l'arabe classique et l'amazigh en tifinagh. L'ensemble reprend les codes traditionnels des armées régulières et des administrations étatiques, ce qui contribue à projeter l'image d'un groupe structuré, organisé et légitime. Enfin, la description du compte indique clairement que son objectif est « *la légitimité de la lutte du Peuple de l'Azawad et la libération de tous les occupants, l'indépendance de l'Azawad* ». Le compte @attaye_ag. L'image d'en-tête du compte présente les Présidents Alassane Ouattara et Macky Sall, figures emblématiques de la CEDEAO et de l'opposition aux putschs au Mali, au Niger et au Burkina Faso. D'ailleurs, les 3 pays de l'AES sont simultanémement sortis de la CEDEAO. Il s'aligne ainsi dans le bloc politique international pro-démocratie et antiputsch comme pour dire à la CEDEAO, nous avons un ennemi commun. Sa localisation à Tombouctou malgré l'évacuation des leaders du FLA du Mali est une stratégie de communication visant à projeter une légitimité sur le terrain et à démentir l'affirmation de souveraineté totale des autorités de Bamako. D'ailleurs, tous les communiqués du FLA sont signés Kidal alors qu'ils ont tous été chassés de la ville. Et avec la nouvelle option X, il apparait que les comptes sont en réalité localisés soit en Mauritanie, soit en Algérie, soit "Afrique du Nord". Dans sa biographie, il se décrit comme « Spécialiste des questions de maintien de la paix et de reconstruction de l'État post-conflit ». Il se positionne ainsi comme un intellectuel et un spécialiste de la paix, une posture qui confère une légitimité académique et normative à la cause qu'il défend. C'est d'ailleurs principalement lui qui est invité sur les plateaux des médias internationaux interdits au Mali, tels que France 24, RFI ou TV5 Afrique, pour plaider la cause du FLA. Son livre publié en novembre 2025, intitulé *Mali – Les ruines d'un processus de paix surestimé. La médiation internationale et le piège de la garantie diplomatique non contraignante*, attaque la crédibilité de la médiation internationale et du processus d'Alger, justifiant implicitement la reprise de la lutte armée par le FLA. Le compte @MohmedRAMADANE. Son identité est déclinée en français mais aussi en arabe. L'image d'en-tête est un puissant outil de légitimation et d'unité pour la cause : elle le montre en train de prendre la parole, entouré des leaders historiques des rebellions, Bilal Ag Cherif, président du FLA, et Alghabass Ag Intalla, frère de l'aménokal de Kidal et leader historique du FLA, tous vêtus de l'attirail traditionnel en bazin riche et en turban. Pour sa localisation, il met "Azawad", alors que ce toponyme ne désigne pas exactement une ville ou une région. Comme dit plus haut, aucun des leaders du FLA n'est au Mali. Le compte @Idarfa présente une photographie d'en-tête montrant un tapis sur une natte dans un hangar en plein désert, avec une radio, un tapis de prière, un sac à dos et un bidon d'eau. Sa photo de profil est une capture de lui lors d'un documentaire sur la rébellion au Nord Mali, où il occupait son ancien poste de secrétaire général du GATIA avant sa démission pour rejoindre le FLA. Dans sa biographie, il se définit comme "Éleveur de vaches devenu combattant pour sa survie et pour la dignité chère à son Peuple (...) Qu'allah fasse régner la Justice dans ce Monde." Sa géolocalisation est fixée à Gao, sachant parfaitement qu'aucun leader du FLA n'est ni à Gao, ni à Tombouctou, ni à Kidal. Il est important de noter qu'il a d'ailleurs été tué lors d'un bombardement de drone des FAMa le lendemain de la création du FLA, le 1er décembre 2024, à Tinzawatene. Le compte @cicamazawad. La photographie de l'en-tête montre des combattants lourdement armés, vêtus

de treillis de camouflage et de turbans, symboles forts des hommes du désert. Ils sont juchés sur des véhicules tout-terrain, ce qui met en avant l'action de terrain, l'aspect guerrier et l'identité sahélienne. La biographie indique : « *Cellule d'information et de Communication des Affaires Militaires de l'Azawad* » ; elle est traduite en arabe également. Cette désignation imite les organes de communication des armées régulières, renforçant l'idée que le mouvement possède une structure militaire formelle et hiérarchisée. Le compte affiche Kidal comme localisation, alors que ce bastion rebelle a été militairement repris par l'armée malienne. Cette localisation symbolique vise à maintenir la revendication territoriale malgré les réalités militaires. Le compte @Inkinane1. La photographie de l'en-tête montre la carte de l'Afrique générée par IA avec celle du Mali où il est écrit Azawad, la partie du Nord Mali que le FLA revendique. Sa photo de profil présente une image générée par IA de 3 hommes en turban dont celui du milieu est en treillis militaire. Ce qui confirme son identité décrite dans sa biographie « *commandant au sein de l'armée de l'Azawad. Dévoué à la lutte légitime pour la défense de mon pays.* » Sa géolocalisation est « l'Azawad ». Le compte @walid_leberbere. Son pseudonyme est une revendication de l'identité « berbère ». Dans l'entête, il y a un verset coranique en arabe de la sourate 13 dont l'interprétation du sens en français est « *Et (Il vous accordera) un autre don que vous aimez : un secours venant d'Allah et une victoire proche. Et annonce la bonne nouvelle aux croyants.* » Cela sous-entend que leur lutte est divine et sera consacrée par une victoire. Sa photo de profil le montre en turban dans véhicule tout terrain avec des lunettes noires. Dans sa biographie, il se décrit comme « *journaliste reporter d'images indépendant basé en Mauritanie*. »

4.2. Contre-discours et fabrication politique de l'Azawad

Dans les contre-discours qu'il déploie, le FLA revendique une légitimité historique, comme l'illustre la figure 1, bien avant l'existence de l'État malien. L'« Azawad » y est présenté comme une entité territoriale antérieure au Mali, que le mouvement considère comme une construction issue de la colonisation française. Dans ce cadre discursif, les Français sont accusés de les avoir abandonnés à une forme de « néocolonialisme », légitimant ainsi le recours à des stratégies de contestation politique et territoriale. La lutte armée est légitimée par le fait que le combat mené est perçu comme noble et historique, visant à obtenir, par tous les moyens, un statut politique et juridique. Le FLA contourne la censure en diffusant ses interviews via des médias français, notamment par le biais de retweets. Cette stratégie contribue à renforcer son autorité et lui confère à la fois un argument d'autorité, une crédibilité médiatique et une reconnaissance sur la scène internationale.

Figure 1 : tweet de @attaye_ag du 22 février 2025

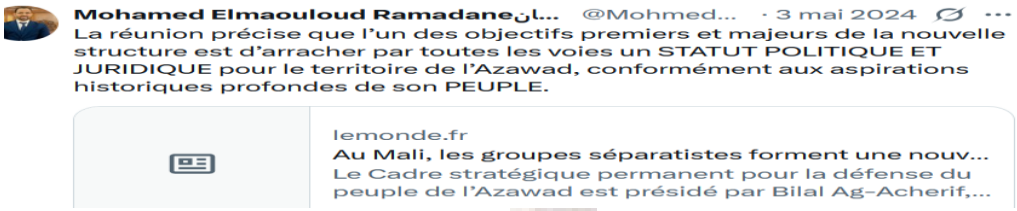

Figure 2 : tweet de @MohmedRAMADANE du 3 mai 2024

Dans sa dimension socio-politique et identitaire, le toponyme « Azawad » a été mobilisé pour la première fois à des fins politiques lors de la seconde rébellion touareg de 1990. Il fut notamment employé par le Mouvement Populaire de Libération de l'Azawad (MPLA), dirigé par Iyad Ag Ghali. En réalité, le toponyme « Azawad » est employé par "*seuls Touaregs pour désigner la région Nord-Mali (…) Par ailleurs, les autres populations habitant le Nord (les songhoï, les peul*[9]*), nomment cette région autrement : Gourma, Haoussa et Dendi*." (Barbet, 2015)

Pour Bourgeot (2021 : 104), "*la propagande du MNLA n'a pas pu procurer l'existence d'une chefferie, d'un royaume ou d'un empire de l'Azawad gouverné par des Touaregs*". Il ajoute que cette propagande veut "*transformer un espace en un territooire*" et cela "*révèle une substitition ethnique*" car cet espace " *est sillonné et pâturé par des Maures et non par des Touaregs*". Ainsi, d'ajouter que l'Azawad est "*une fabrication politique*" et "*imposture historique*" qui "*englobe les régions de Tombouctou, Gao, Kidal et au-delà*" et "*présenté comme une région arabo-berbère*" tout en excluant les autres communautés. D'ailleurs, ces autres communautés ont historiquement désigné la zone revendiquée par les rebelles indépendantistes sous les toponymes « *Haoussa* », « *Dendi* » et « *Gourma* ». Cette nomenclature a été symboliquement réaffirmée par les trois États membres de l'Alliance des États du Sahel, qui, après leur retrait de la CEDEAO, ont intitulé leur charte du 16 septembre 2023 « Charte du Liptako-Gourma », en référence à la région frontalière partagée par les signataires.

4.3. Le contre-discours du FLA face à la caducité de l'Accord d'Alger et à l'exclusion rhétorique

Face à la caducité de l'Accord d'Alger, le FLA a affirmé sa légitimité en rappelant que l'accord avait « entériné l'unité du Mali » et en dénonçant les autorités de la Transition qui "ont choisi la guerre" figure 5, tout en prenant la communauté nationale et internationale à témoin. Malgré la reprise des hostilités autour des emprises de la MINUSMA, aucun parti ne communiquait directement sur l'autre, alors que les médias relataient des affrontements. Ensuite, le gouvernement parlait d'« affrontements contre les groupes armés terroristes », tandis que le FLA qualifiait les autorités de « junte terroriste » (fig. 3), constituant un contre-discours proportionnel à la stratégie gouvernementale qui assimilait JNIM, EIGS et FLA. Face à ce praxème "terroriste", le FLA, dans un de ses Tweets, fait appel au titre d'un article du Figaro du 02-07-2008 titré "Mandela n'est plus un terroriste". Ainsi, il fait une analogie entre leur lutte et celle de l'African National Congress (ANC) contre l'Apartheid et la guerre rhétorique entre les deux. Dans le cadre de la guerre communicationnelle, en réponse aux reportages de l'ORTM faisant état d'anciens rebelles démissionnaires du FLA venus se rendre, le mouvement, Figure 4, replique à chaque fois, en reprenant soit le reportage en question, soit en faisant une capture d'écran suivi d'un commentaire, qu'ils n'étaient pas membres de leurs

[9] Mots ajoutés par nous-mêmes, pour apporter plus de précisions.

forces, qualifiant la scène de mise en scène et cherchant ainsi à apporter un démenti et une clarification.

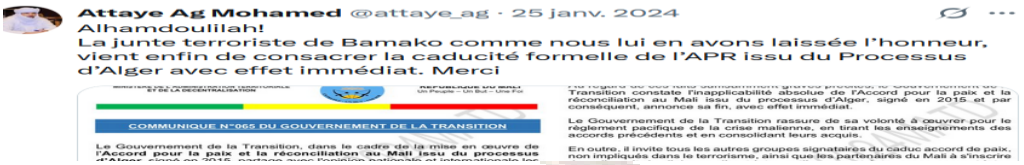

Figure 3: tweet de @attaye_ag du 25 février 2024

Figure 4 : tweet de @MohmedRAMADANE du 25 janvier 2024

Figure 5 : tweet de @MohmedRAMADANE du 28 janvier 2024

4.4. Guerre des chiffres et mise en scène du respect des conventions de guerre par le FLA

Lors de la bataille de Tinzawatène de juillet 2024, le FLA déclare avoir infligé de lourdes pertes à l'armée malienne et, surtout, à ses partenaires. Dans les tweets diffusés, des dizaines de soldats maliens morts sont filmés, partagés et retweetés. Dans la figure 6, j'ai effectué une capture d'écran où l'on voit un soldat malien menotté, avec le drapeau du FLA derrière lui. Les membres du FLA lui demandent de répéter "vive Azawad, à bas Assimi Goïta", ce qu'il répète. Dans d'autres tweets du FLA, une véritable guerre des chiffres est engagée : en réponse au communiqué du 29 juillet 2024 de l'État-major Général des Armées maliennes, qui évoque une attaque terroriste, un ennemi "affaibli" puis "mis en déroute", plusieurs "attaques au moyen de véhicules kamikazes", ainsi que des "pertes importantes en vies humaines et en matériel" sans fournir de chiffres, le FLA revendique pour sa part "85 morts Wagner et 47 morts FAMa en état d'être comptés".

Figure 6: Tweet de @apmazawad du 28 juillet 2024

Figure 7 : tweet de @MohmedRAMADANE du 28 janvier 2024

Parallèlement à la guerre des chiffres, le FLA s'attache à projeter l'image d'un mouvement respectueux des conventions internationales de la guerre. Dans ses communications, il affirme que "les forces du CSP-DPA, malgré l'intensité des affrontements, s'efforcent d'épargner les soldats qui se rendent et de les traiter avec particularité", tout en appelant à "déposer un régime de putschistes prêt à tous les sacrifices afin de pérenniser leur emprise sur le pouvoir". Cette volonté de se présenter comme un acteur respectueux des règles se manifeste également dans les mises en scène diffusées sur les réseaux sociaux : la figure 7 montre ainsi un prisonnier de guerre russe recevant une cigarette d'un membre du FLA. Dans ce tweet, le porte-parole affirme que le mouvement est "l'incarnation de l'humanisme et le respect des règles de guerre". Dans la même veine, la figure 8 met en scène plusieurs soldats maliens otages de guerre en train de se présenter, décliner leurs identités, grades et lieux de service où ils ont été arrêtés.

Figure 8: tweet de @FLAZAWAD du 01 octobre 2025

Pour renforcer leur narratif à l'aide d'arguments d'autorité, les membres du FLA retweetent plusieurs articles de TV5 Monde Afrique, Jeune Afrique ou RFI Afrique faisant état de la « défaite de Wagner et des FAMa ». Par exemple, le retweet de la figure 9 montre Nicolas Normand, ancien ambassadeur de France au Mali, partageant un article du « Le Monde » sur « les images de la première défaite d'ampleur pour Wagner ». De plus, ils relayent également des tweets issus des réseaux de Wagner sur « Telegram », accompagnés d'images attestant de « leurs défaites ». À titre d'illustration, les figures 10 et 11 montrent des citoyens russes en deuil rendant hommage à leurs morts.

Figure 9: tweet de @normand95244005 du 30 juillet 2024

Figure 10: tweet de @attaye_ag du 7 août 2024

Figure 11: tweet de @almouslime du 4 août 2024

Figure 12: tweet de @Oukidal du 28 juillet 2024

4.4.1. Contre-discours de délégitimation politique et dénonciation juridique

Pour désigner les autorités de la Transition, le FLA recourt à des périphrases telles que « junte terroriste » (figure 3), « la junte » (figure 5), « la junte de Bamako » (figure 10) ou « Bamako » (figure 11). Ces formulations visent à disqualifier et délégitimer les autorités, le terme « junte

» rappelant explicitement leur accession au pouvoir par un coup d'État, que le FLA ne reconnaît pas.

Figure 13: tweet de @Idarfa du 22 novembre 2023

Figure 14: tweet 22 novembre 2023, @SimNasr

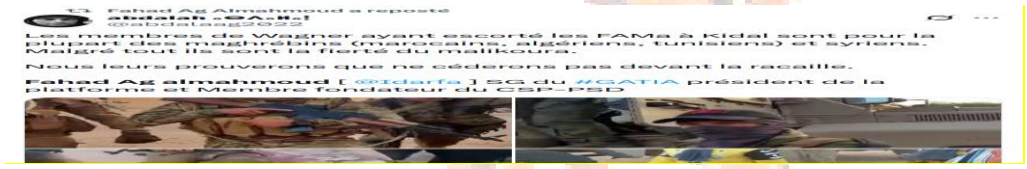

Figure 15: tweet du 16 novembre 2023, @abadalaah2022

Dans le contexte de la reprise « historique » de Kidal, les discours du FLA s'accompagnent d'une dénonciation appuyée des « mercenaires de Wagner », dont la présence n'est toujours pas officiellement reconnue par les autorités maliennes. Le mouvement en joue sur un mode ironique, comme dans la figure 13 où @Idarfa écrit : « Le drapeau du Malikoura (pardon de Wagner) flotte sur le Fort de Kidal. » Le concept « Malikoura » est le slogan des autorités de la Transition qui signifie en bamanankan « le Mali nouveau.» Pour renforcer leur position, les membres du FLA retweetent par ailleurs des analyses de @SimNasr (figure 14), journaliste spécialisé dans les mouvements djihadistes.

Les membres du FLA mobilisent également le registre juridique international pour appuyer leurs accusations. Ils dénoncent ainsi, figures 15, un « crime de mercenariat » en se référant à la Convention de l'Organisation de l'Union Africaine. Dans certains tweets (figure 17), en interpellant des organisations telles qu'Amnesty International, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, la Cour pénale internationale (figure 18), ils imputent aux forces maliennes des exécutions visant des « civils arabo-touareg et peulhs ». La figure 18 évoque même une « épuration ethnique ciblée menée par les mercenaires russes Wagner et les FAMa contre les populations de l'Azawad ». Dans un tweet du 17 janvier 2024, @attaye_ag reprend cette stratégie en cherchant à conférer une légitimité scientifique à ses dénonciations. Il s'appuie sur une « documentation chronologique » présentée comme « non exhaustive », selon laquelle « les forces maliennes et les mercenaires de Wagner » auraient commis « une moyenne de 129 atteintes directes contre des cibles civiles », entraînant « environ 650 victimes », dont « au moins 250 tués », « 140 disparitions forcées » et « une quinzaine de cas d'atteintes » par drones

ou autres vecteurs aériens. Il conclut que « le mode opératoire de Wagner et des FAMa n'a absolument plus rien à envier à celui des organisations classées terroristes ».

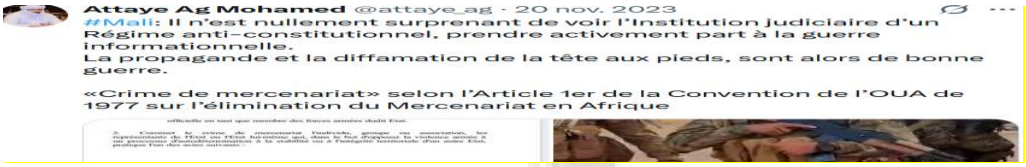

Figure 16: tweet de @attaye_ag du 20 novembre 2023

Figure 17 : tweet de @MohmedRAMADANE du 12 décembre 2023

Figure 18 : tweet de @MohmedRAMADANE du 23 juin 2024

Conclusion

Cette étude a montré que le FLA utilise les médias sociaux numériques pour construire et médiatiser son contre-discours. Sa stratégie discursive et médiatique repose sur trois axes : la construction d'une identité politique autour de la revendication de « l'Azawad », la délégitimation systématique des autorités de la Transition et de leurs alliés paramilitaires, et la mise en scène d'une conformité au droit international. En mobilisant des références juridiques, des chiffres, des images et des arguments d'autorité médiatique, le FLA impose un contre-récit face à l'exclusion médiatique et à l'invisibilité. Les medias sociaux numériques se révèlent ainsi un prolongement central du conflit, où se disputent légitimité, perception du terrain et définition des catégories politiques.

Références bibliographiques

Baider, Fabienne. & Constantinou, Maria. (2019). « *Discours de haine dissimulée, discours alternatifs et contre-discours : définition, pratiques et propositions. », Semen*, n° 47, pp. 1-20.
Devigne, Emmanuel. (2025). *« Les enjeux de la maîtrise de l'information dans les armées, une approche doctrinale. », Revue Défense Nationale*, n° 876, pp. 66-74.
Marcoccia, Michel. (2016). *Analyser la communication numérique écrite*, Malakoff, Armand Colin.

Moirand, Sophie. (2007). *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre,* Paris, Presses universitaires de France.

Perea François. (2014). « Pseudonyme en ligne. Remarques sur la vérité et le mensonge sur soi. », Sens-Dessous, n°14, pp.1-7

Renaut, **Laurène &**Ascone **Laura.** (2019). *« Contre-discours au discours de haine djihadiste : de l'expression de la conflictualité à la fabrique du doute. », Semen., n° 47, [en ligne],* DOI: https://doi.org/10.4000/semen.12504.

Serrano, Yeny. (2018). « Médias sociaux numériques et communication politique dans la Colombie en post-conflit : Twitter et l'arrivée d'un nouvel acteur politique. », *Communication,* vol. 35/2, 2018, [en ligne], DOI: https://doi.org/10.4000/communication.8770.

Siblot, Paul. (1997). « Nomination et production de sens : le praxème », Langages, n° 127, pp. 38-55.